Articulation(s) Articulations

NumeRev

N° 6 | 2026
Tempête d'idées : retour aux sources et actualité du travail social radical

Histoire du travail social radical en Europe : entre émancipation et contrôle social

Dominique PATUREL *Chercheuse*
HDR Sciences de Gestion
Collectif Démocratie Alimentaire

Édition électronique :
URL :
https://articulations.numerev.com/articles/revue-6/3634-histoire-du-travail-social-radical-en-europe-entre-emancipation-et-controle-social
ISSN : 2728-834X
Date de publication : 28/08/2026

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : PATUREL, D. (2026) Histoire du travail social radical en Europe : entre émancipation et contrôle social. *Articulations*, (6). https://doi.org/10.34745/

Cet article retrace l'histoire du travail social radical en Europe, depuis les premières critiques de la charité et du paternalisme industriel jusqu'à ses recompositions contemporaines. Il montre que le travail social est traversé, dès ses origines, par une tension fondamentale entre deux fonctions : protéger les personnes et favoriser leur accès aux droits, ou contribuer au contrôle, à la normalisation et à l'adaptation des populations à l'ordre social existant. La professionnalisation, le développement du *casework* et la construction de l'État social ont renforcé cette ambivalence. Les années 1960-1970 constituent un tournant majeur. Sous l'influence du marxisme, du féminisme, de l'antiracisme, de l'antipsychiatrie, des mouvements sociaux et de la pédagogie critique, la neutralité professionnelle est remise en cause. L'article compare les formes nationales prises par cette radicalité : critique institutionnelle en France, *Radical Social Work* au Royaume-Uni, désinstitutionnalisation psychiatrique en Italie, théorie critique et pédagogie sociale en Allemagne, critique de la bureaucratisation dans les pays nordiques, intervention communautaire en Espagne et au Portugal, et solidarités autonomes face au contrôle étatique en Europe centrale. À partir des années 1980, le néolibéralisme, le *New Public Management*, l'activation des bénéficiaires et l'individualisation des problèmes sociaux transforment profondément les institutions et les pratiques. En réaction émergent ou se renforcent les approches anti-oppressives, intersectionnelles, décoloniales et écologiques. L'article définit finalement le travail social radical comme une tradition critique plurielle et évolutive, attentive aux rapports de pouvoir, aux causes structurelles des inégalités, à la participation des personnes concernées et à la transformation démocratique des institutions.

This article traces the history of radical social work in Europe, from the earliest critiques of charity and industrial paternalism to its contemporary reconfigurations. It argues that social work has always been shaped by a fundamental tension between two functions: protecting people and facilitating access to rights, or contributing to the control, normalization, and adaptation of populations to the existing social order. Professionalization, the development of casework, and the construction of the welfare state further intensified this ambivalence.

The 1960s and 1970s marked a major turning point. Influenced by Marxism, feminism, anti-racism, anti-psychiatry, social movements, and critical pedagogy, practitioners and scholars increasingly challenged the idea of professional neutrality. The article compares the different national forms taken by radical social work: institutional critique in France, Radical Social Work in the United Kingdom, psychiatric deinstitutionalization in Italy, critical theory and social pedagogy in Germany, criticism of bureaucratization in

the Nordic countries, community intervention in Spain and Portugal, and autonomous solidarity in response to state control in Central Europe. From the 1980s onward, neoliberalism, New Public Management, welfare activation policies, and the individualization of social problems profoundly transformed institutions and professional practices. In response, anti-oppressive, intersectional, decolonial, and ecological perspectives emerged or gained renewed importance. The article ultimately defines radical social work as a plural and evolving critical tradition concerned with power relations, the structural causes of inequality, the participation of the people directly affected, and the democratic transformation of institutions.

Mots-clés :
Néolibéralisme, Travail social radical, Europe, Participation citoyenne, Émancipation, Travail social critique, Contrôle social

---

Introduction

Le travail social européen s'inscrit dans une histoire longue traversée par des tensions permanentes entre assistance, contrôle social, professionnalisation et transformation sociale. Loin de se limiter à l'accompagnement individuel des populations précaires, il constitue un espace de conflictualité politique et théorique autour des causes structurelles des inégalités et du rôle des institutions sociales.

Depuis ses origines, le travail social est traversé par une contradiction fondamentale : doit-il adapter les individus à l'ordre social existant ou contribuer à transformer les structures économiques, politiques et culturelles qui produisent l'exclusion ? Cette tension constitue le fil conducteur de l'histoire du travail social radical européen.

Le développement du *casework* au début du XX^{e} siècle institutionnalise particulièrement cette opposition. Inspirée notamment par les travaux de Mary Richmond, cette méthode d'intervention centrée sur l'accompagnement individualisé vise à professionnaliser le travail social par l'enquête et le diagnostic social. Si elle marque une rupture avec les approches purement charitables et moralisatrices, elle fait également l'objet de critiques croissantes de la part des courants radicaux qui lui reprochent d'individualiser les problèmes sociaux et d'occulter les causes systémiques de la pauvreté.

À partir de la fin du XIX^{e} siècle, les effets de l'industrialisation, de l'urbanisation massive et de la constitution d'un prolétariat urbain conduisent certains acteurs sociaux à dépasser les approches philanthropiques traditionnelles. Influencés par les mouvements ouvriers, le socialisme, le féminisme, l'éducation populaire puis les théories critiques, ces acteurs développent progressivement une lecture structurelle de la question sociale.

Le travail social radical européen ne constitue cependant pas un courant homogène. Il se développe dans des contextes nationaux marqués par des traditions intellectuelles, des régimes de protection sociale et des trajectoires politiques distinctes. Alors que le Royaume-Uni voit émerger un travail social radical fortement influencé par le marxisme, les luttes ouvrières et les mouvements féministes, l'Allemagne développe davantage une tradition de travail social critique inspirée de la théorie critique et de la réflexion sur les institutions. L'Italie construit sa radicalité autour de la psychiatrie démocratique et de la désinstitutionnalisation, tandis que l'Espagne, le Portugal et plusieurs pays d'Europe centrale articulent intervention sociale, démocratisation et reconstruction de la société civile.

Malgré leur diversité, ces approches partagent plusieurs fondements communs : la remise en cause de la neutralité professionnelle et l'attention portée aux rapports de pouvoir qui traversent les institutions sociales.

En Europe, cette perspective connaît plusieurs phases de développement, de marginalisation puis de recomposition. Si les années 1960-1970 constituent un moment majeur de politisation du champ social, ses racines sont bien antérieures et plongent dans les mouvements ouvriers, l'éducation populaire et les premières critiques des institutions sociales.

L'histoire du travail social radical européen apparaît comme celle d'une lutte permanente pour définir le sens même de l'intervention sociale : instrument de régulation des populations ou levier d'émancipation collective.

Les origines du travail social critique en Europe

Le développement du travail social en Europe est indissociable des profondes mutations

provoquées par la révolution industrielle. L'urbanisation accélérée, l'exode rural et la concentration ouvrière dans les grands centres industriels bouleversent les équilibres sociaux traditionnels et rendent visibles de nouvelles formes de pauvreté de masse.

Dans les villes industrielles comme Paris, Londres, Manchester, Lille, Lyon ou Berlin, les classes populaires sont confrontées à des conditions de vie particulièrement dégradées : logements insalubres, travail des enfants, exploitation massive de la main-d'œuvre féminine, absence de protection sociale et forte vulnérabilité face aux crises économiques.

Les longues journées de travail, les faibles salaires et l'absence de garanties collectives produisent une précarité structurelle qui dépasse largement les responsabilités individuelles. La pauvreté devient progressivement une question sociale et politique majeure, révélatrice des contradictions du capitalisme industriel naissant.

Face à cette « question sociale », les premières réponses institutionnelles reposent principalement sur la charité chrétienne et la philanthropie bourgeoise. L'aide vise autant à secourir qu'à discipliner les comportements populaires. Les dispositifs d'assistance sont souvent fondés sur une lecture morale de la pauvreté, distinguant les pauvres « méritants » des pauvres considérés comme responsables de leur situation.

Cependant, dès la fin du XIX^{e} siècle, cette approche est contestée par plusieurs courants critiques. Les socialistes utopiques comme Fourier, les penseurs mutualistes comme Proudhon, les mouvements ouvriers, les coopératives et les acteurs de l'éducation populaire développent une compréhension structurelle des inégalités sociales.

Ces traditions critiques demeurent toutefois profondément hétérogènes. Les courants socialistes, mutualistes, anarchistes et catholiques sociaux ne partagent ni la même conception de l'État ni les mêmes stratégies de transformation sociale. Certains privilégient l'organisation autonome des travailleurs et travailleuses et les coopératives, tandis que d'autres défendent une intervention publique plus forte. Cette pluralité idéologique traverse durablement l'histoire du travail social européen.

Malgré leurs divergences, ces approches contribuent à renouveler l'analyse de la

question sociale en mettant l'accent sur les mécanismes économiques et sociaux à l'origine des inégalités.

Les premières expériences de maisons sociales, d'universités populaires, de centres communautaires et de colonies de vacances ouvrières traduisent déjà cette volonté d'articuler intervention sociale, éducation populaire et transformation collective.

Les expériences britanniques des *Settlement Houses* exercent également une influence importante sur les futurs courants critiques du travail social européen. Toynbee Hall, fondée à Londres en 1884, puis Hull House, créée à Chicago en 1889 par Jane Addams, développent des formes d'immersion dans les quartiers populaires articulant organisation communautaire, réforme sociale et participation des habitants.

Ces expériences ne se limitent pas à l'assistance. Elles reposent sur l'idée que les intervenantEs doivent partager le quotidien des populations concernées afin de comprendre les mécanismes sociaux produisant les inégalités. Elles constituent l'une des premières tentatives d'articulation entre recherche sociale, intervention communautaire et réforme politique, annonçant plusieurs dimensions du futur travail social radical.

Cette première période marque l'émergence d'une interrogation fondamentale qui traversera tout le XX^{e} siècle : le travail social doit-il corriger les effets de la pauvreté ou agir sur les structures qui la produisent ?

Professionnalisation du travail social et contradictions institutionnelles

L'entrée du XX^{e} siècle marque une étape décisive dans l'histoire du travail social européen. Les initiatives philanthropiques, religieuses ou militantes qui caractérisent largement le XIX^{e} siècle laissent progressivement place à des formes plus structurées d'intervention sociale. Cette évolution s'inscrit dans un double mouvement : d'une part, l'extension des politiques sociales et des dispositifs de protection des populations ; d'autre part, la constitution du travail social comme profession spécialisée dotée de savoirs, de méthodes et de formations spécifiques.

Cette professionnalisation contribue à renforcer la légitimité du travail social en lui donnant une reconnaissance institutionnelle croissante. Elle permet également l'émergence de nouvelles figures professionnelles, notamment féminines, qui jouent un rôle important dans le développement des politiques sociales modernes. Cependant, elle introduit également de nouvelles contradictions. En devenant une activité organisée au sein des institutions publiques ou privées, le travail social se trouve de plus en plus confronté aux exigences de régulation sociale, d'administration des populations et de maintien de l'ordre social.

Cette tension entre professionnalisation et émancipation constitue l'un des fils rouges de l'histoire du travail social radical.

Les surintendantes d'usine : entre innovation sociale, professionnalisation féminine et encadrement paternaliste

Au début du XX^{e} siècle, les surintendantes d'usine occupent une place singulière dans l'histoire du travail social européen, particulièrement en France. Leur apparition constitue une innovation majeure à la croisée du travail féminin qualifié, de l'organisation industrielle et des premières formes institutionnalisées d'intervention sociale. Formées à partir de 1917 à l'École des surintendantes d'usine, elles interviennent dans les grandes entreprises afin d'assurer l'encadrement social des ouvrières : santé, logement, alimentation, hygiène, protection maternelle, médiation des conflits et organisation des œuvres sociales. Leur émergence marque une avancée importante dans l'accès des femmes à des fonctions d'encadrement dans un univers industriel largement dominé par les hiérarchies masculines. Les surintendantes constituent l'une des premières figures de femmes cadres salariées dans l'industrie européenne. Leur présence témoigne de l'ouverture progressive de nouveaux espaces professionnels aux femmes à une époque où celles-ci demeurent largement exclues des sphères de décision politique, administrative et économique.

Cette évolution demeure toutefois ambivalente. Si les fonctions de surintendante offrent aux femmes des responsabilités inédites et une reconnaissance professionnelle croissante, elles reposent également sur des représentations de genre associant les femmes à des qualités supposées naturelles de soin, de protection, d'éducation et de moralisation. Leur légitimité professionnelle est souvent justifiée par leur capacité présumée à exercer une influence maternelle auprès des ouvrières et de leurs familles. L'accès à ces nouvelles responsabilités s'accompagne ainsi du maintien d'une division sexuée des rôles sociaux qui assigne prioritairement aux femmes les fonctions liées au

care et à la régulation de la vie quotidienne. Cette tension entre émancipation professionnelle et assignation de genre traversera durablement l'histoire du travail social européen.

Des personnalités comme Cécile Brunschvicg, Marie Diémer, Henriette Viollet ou Renée de Montmort participent à cette dynamique en articulant réforme sociale, action éducative et engagements féministes. Le travail social devient alors l'un des rares espaces d'engagement professionnel et public accessibles aux femmes, contribuant à l'émergence de nouvelles formes de citoyenneté sociale féminine. Cette dynamique participe également à la professionnalisation des savoirs sociaux. Les surintendantes prennent part à des congrès nationaux et internationaux consacrés à l'hygiène industrielle, à la fatigue ouvrière, à la santé au travail ou à la protection maternelle. Elles contribuent ainsi à la construction des premiers savoirs spécialisés du travail social moderne. Leur action améliore concrètement certaines conditions de vie des ouvrières. Dans de grandes entreprises comme Michelin ou les établissements Schneider au Creusot, elles accompagnent la création de cantines, de foyers d'hébergement, de consultations médicales, de services de protection maternelle ou encore de dispositifs d'éducation sanitaire.

Cependant, cette innovation demeure profondément ambivalente. Les dispositifs sociaux mis en place améliorent effectivement certaines conditions d'existence, mais ils participent également à la stabilisation de la main-d'œuvre et à la pacification des conflits sociaux. Les œuvres sociales patronales s'inscrivent dans des logiques paternalistes où la protection des travailleurs et travailleuses s'accompagne d'un contrôle moral et disciplinaire des comportements. Les surintendantes se trouvent ainsi dans une position contradictoire. Elles contribuent simultanément à la protection sociale des ouvrières et à leur encadrement. Leur mission consiste autant à prévenir les difficultés sociales qu'à favoriser l'adaptation des travailleurs aux exigences de la production industrielle. Cette contradiction annonce déjà plusieurs débats qui traversent l'histoire du travail social européen : l'intervention sociale constitue-t-elle un outil d'émancipation ou un instrument de gestion sociale des classes populaires ? L'accès des femmes aux professions sociales favorise-t-il leur autonomie ou contribue-t-il à reproduire certaines assignations de genre ? Ces interrogations réapparaissent avec force dans les critiques féministes du travail social développées à partir des années 1960 et 1970. Après la Seconde Guerre mondiale, la montée de l'État social et la professionnalisation administrative du secteur conduisent progressivement à l'intégration des surintendantes dans le métier d'assistante sociale. Cette évolution accompagne un déplacement plus large du travail social hors de l'entreprise et vers les institutions publiques de l'État-providence. Le développement de l'État social ne fait cependant pas disparaître les tensions entre protection et contrôle. Il les reconfigure dans de nouveaux cadres institutionnels.

Le casework : professionnalisation du travail social et critiques radicales

Le développement du *casework* ou travail social de cas individuel joue un rôle majeur dans la professionnalisation du travail social européen durant la première moitié du XXe siècle.

Inspirée des travaux de l'Américaine Mary Richmond, cette approche vise à construire une méthode rationnelle d'intervention fondée sur l'enquête sociale, le diagnostic et l'accompagnement individualisé des personnes et des familles. Avec la publication de *Social Diagnosis* en 1917, Richmond cherche à donner au travail social une légitimité scientifique comparable à celle des autres professions d'intervention. Le *casework* marque une rupture importante avec les formes traditionnelles de charité morale. Il introduit une attention plus fine aux conditions de vie concrètes, une méthodologie d'entretien, une analyse des situations familiales et une reconnaissance des facteurs environnementaux dans les trajectoires individuelles. Cette approche influence progressivement les écoles européennes de service social et contribue à structurer les savoirs professionnels autour de références psychologiques, administratives, juridiques et cliniques. Dans de nombreux pays européens, la professionnalisation du travail social s'appuie largement sur ces méthodes. L'intervention sociale devient progressivement une activité spécialisée nécessitant une formation, des compétences techniques et des outils d'évaluation.Toutefois, cette évolution suscite rapidement des critiques. Pour de nombreux courants marxistes, communautaires ou féministes, le *casework* tend à individualiser les problèmes sociaux et à déplacer l'attention des causes structurelles de la pauvreté vers les comportements des individus. La focalisation sur l'adaptation personnelle, les dynamiques familiales ou les difficultés psychologiques risque alors de masquer les rapports sociaux de classe, les inégalités économiques et les mécanismes institutionnels de domination.Cette critique est particulièrement développée par Bertha Capen Reynolds, figure importante du travail social critique nord-américain. Pour elle, le travail social ne peut se limiter à aider les individus à s'adapter à leur environnement lorsque cet environnement

lui-même produit l'injustice sociale. Selon cette perspective, le chômage, la pauvreté ou les discriminations doivent être compris comme des phénomènes collectifs et structurels avant d'être appréhendés comme des difficultés individuelles. Cette opposition entre adaptation des individus et transformation des structures ne renvoie pas seulement à un débat méthodologique ; elle exprime deux conceptions concurren tes du rôle du travail social dans la société. Cette tension ne cessera de réapparaître tout au long du XXe siècle, notamment lors de la politisation du travail social dans les années 1960 et 1970.

La construction de l’État social : entre protection et gouvernement des populations

La professionnalisation du travail social s’inscrit également dans le développement plus large des États sociaux européens.

Après la Première Guerre mondiale, puis surtout après 1945, les systèmes de protection sociale connaissent une expansion considérable. Les assurances sociales, les politiques familiales, la protection de l’enfance, les dispositifs de santé publique et les services sociaux locaux deviennent des composantes essentielles des États-providence européens. Le travail social occupe alors une place stratégique dans la mise en œuvre de ces politiques. Les travailleurs sociaux deviennent des intermédiaires entre les institutions publiques et les populations. Ils contribuent à l’accès aux droits sociaux, à la protection des personnes vulnérables et à la mise en œuvre des politiques de solidarité. Mais cette extension de la protection sociale s’accompagne également d’un renforcement des capacités d’intervention de l’État dans la vie quotidienne. L’aide sociale implique souvent des procédures d’évaluation, de contrôle, d’enquête et de suivi des populations. Les familles populaires, les personnes pauvres, les enfants considérés comme « en danger » ou les personnes jugées inadaptées deviennent l’objet d’interventions institutionnelles de plus en plus nombreuses. Cette ambivalence nourrit progressivement les critiques qui émergeront dans les décennies suivantes. Pour certains auteurs, le travail social participe avant tout à l’extension des droits sociaux et à la réduction des inégalités. Pour d’autres, il contribue également à diffuser des normes de comportement, à réguler les populations et à produire des formes de contrôle social plus discrètes que les formes répressives traditionnelles. Cette contradiction entre protection sociale et gouvernement des populations constitue l’un des thèmes centraux des analyses critiques développées à partir des années 1960. La professionnalisation du travail social apparaît comme un processus profondément ambivalent, à la fois porteur de nouveaux droits et inscrit dans des dispositifs de régulation sociale. Mais elle inscrit également l’intervention sociale dans des dispositifs institutionnels traversés par des rapports de pouvoir, de normalisation et de contrôle. C’est précisément cette ambivalence qui va être au cœur de la politisation du travail social européen dans les années 1960 et 1970.

Les années 1960-1970 : politisation du travail social et critique des institutions

Les années 1960 et 1970 constituent un moment majeur de politisation du travail social européen. Dans un contexte marqué par les luttes étudiantes, ouvrières, féministes, anticoloniales et antiracistes, de nombreux travailleurs sociaux remettent en cause la prétendue neutralité de leur pratique. Cette politisation ne touche toutefois pas uniformément l'ensemble du secteur social. Une part importante des professionnels demeure attachée à une conception plus technicienne ou réformiste du métier. Les dynamiques critiques se développent principalement dans certains centres de formation, associations de prévention spécialisée, institutions psychiatriques innovantes, mouvements d'éducation populaire et organisations militantes. Il apparaît désormais comme une pratique inscrite dans des rapports de pouvoir, traversée par des enjeux politiques, idéologiques et sociaux. Sous l'influence du marxisme, de la sociologie critique, du féminisme, de l'antipsychiatrie et des théories de la domination, les travailleurs sociaux sont conduits à interroger leur propre place dans les mécanismes de reproduction sociale.

La critique des institutions et la remise en cause de la neutralité professionnelle

Les analyses développées durant cette période contribuent à transformer durablement le regard porté sur les professions sociales. Les travaux de Michel Foucault sur les institutions disciplinaires montrent comment les dispositifs de soin, d'assistance, d'éducation ou de justice participent à la production de normes sociales et à la régulation des comportements. L'hôpital, la prison, l'école ou les institutions d'assistance apparaissent non seulement comme des lieux de protection mais aussi comme des espaces de surveillance et de normalisation. Les analyses de Pierre Bourdieu mettent quant à elles en évidence les mécanismes de reproduction sociale qui contribuent à maintenir les inégalités entre groupes sociaux malgré l'apparente neutralité des institutions. Jacques Donzelot, dans ses travaux sur la police des familles et le gouvernement des populations, montre comment les politiques sociales participent à l'encadrement des classes populaires à travers des dispositifs éducatifs, sanitaires et familiaux. Ces analyses nourrissent une interrogation fondamentale : le travail social contribue-t-il à réduire les inégalités ou participe-t-il également à leur reproduction ? Pour de nombreux professionnels engagés dans les mouvements critiques, la neutralité du travail social apparaît désormais comme une illusion. Toute intervention sociale est nécessairement située dans des rapports sociaux et des rapports de pouvoir. Le travail social devient un terrain de réflexion sur les conditions mêmes de l'émancipation.

L'influence des mouvements sociaux

La politisation du travail social est indissociable de l’effervescence politique qui traverse l’Europe occidentale à partir des années 1960. Les mouvements ouvriers, les luttes féministes, les mobilisations étudiantes, les combats anticolonialistes et les mouvements pour les droits civiques contribuent à renouveler les analyses des inégalités sociales. Les mouvements antiracistes attirent l’attention sur les discriminations structurelles touchant les populations immigrées ou issues de l’immigration. Ces mobilisations contribuent à élargir la compréhension des inégalités sociales au-delà des seules questions de classe. Les rapports de genre, de race, de culture et de pouvoir deviennent progressivement des dimensions centrales de l’analyse critique. Le travail social commence à s’ouvrir à une lecture plus complexe des mécanismes de domination, préfigurant les approches intersectionnelles contemporaines.

Les apports des mouvements féministes au travail social critique

Les mouvements féministes jouent un rôle majeur dans la politisation du travail social européen à partir des années 1960 et 1970. Alors que les analyses marxistes mettent principalement l'accent sur les rapports de classe, les féministes attirent l'attention sur des formes de domination longtemps marginalisées dans les politiques sociales et les pratiques professionnelles. Les critiques féministes montrent que de nombreuses interventions sociales reposent sur des représentations normatives de la famille, de la maternité et des rôles sexués. Elles mettent en évidence la manière dont certaines politiques publiques contribuent à reproduire la division sexuelle du travail en assignant aux femmes la responsabilité principale du soin, de l'éducation des enfants et de la prise en charge des personnes dépendantes. Les mobilisations autour des droits reproductifs, de l'accès à la contraception, de l'avortement, de la lutte contre les violences conjugales et sexuelles ou encore de la reconnaissance du travail domestique transforment progressivement les objets du travail social. De nouveaux dispositifs d'accueil, d'écoute et d'accompagnement des femmes victimes de violences se développent dans plusieurs pays européens. Les approches féministes contribuent également à renouveler les pratiques professionnelles en valorisant les savoirs issus de l'expérience vécue, les dynamiques collectives d'entraide et la participation des personnes concernées. Elles remettent en question les relations hiérarchiques entre professionnels et usagers et participent à l'émergence de conceptions plus démocratiques de l'intervention sociale. À partir des années 1980, les analyses féministes s'articulent progressivement aux réflexions sur le racisme, les migrations, la sexualité et les discriminations, ouvrant la voie aux approches intersectionnelles qui occupent aujourd'hui une place importante dans le travail social critique européen.

L’essor du travail social communautaire

Cette période voit également le développement de formes d’intervention davantage centrées sur les dynamiques collectives. Le travail social communautaire connaît un essor important dans plusieurs pays européens. Inspiré notamment par les expériences anglo-saxonnes de *community work* et de *community organizing*, il cherche à renforcer les capacités d’action collective des habitants plutôt qu’à intervenir uniquement auprès des individus. Les méthodes développées par Saul Alinsky aux États-Unis exercent une influence notable sur certains travailleurs sociaux européens engagés dans les quartiers populaires. L’objectif n’est plus seulement d’apporter des services aux populations mais de favoriser leur organisation collective afin qu’elles puissent défendre elles-mêmes leurs intérêts. Les questions du logement, des équipements collectifs, de l’accès aux services publics ou des discriminations deviennent des terrains privilégiés d’intervention. Cette évolution marque un déplacement important : l’intervention sociale ne vise plus uniquement l’adaptation des individus mais également la transformation des rapports de pouvoir dans les territoires. Dans plusieurs pays, le travail social communautaire apparaît comme une tentative de réconcilier action sociale et action politique.

Prévention spécialisée et travail de rue

En France comme dans plusieurs pays européens, la prévention spécialisée connaît un développement important durant cette période. Fondée sur la libre adhésion, l’anonymat et l’absence de mandat nominatif, elle repose sur une logique de proximité avec les jeunes des quartiers populaires. Les éducateurs spécialisés développent des pratiques de rue qui privilégient la relation de confiance, la présence dans les espaces de vie et l’accompagnement des dynamiques collectives locales. Dans certains contextes, ils deviennent des acteurs importants des mobilisations autour du logement, de l’accès aux droits, des discriminations ou des violences institutionnelles. Cette approche se distingue des logiques plus traditionnelles de prise en charge en cherchant à construire l’intervention sociale à partir des ressources et des initiatives des habitants eux-mêmes. La prévention spécialisée constitue l’une des expressions les plus visibles du travail social critique dans la période post-1968.

Antipsychiatrie et psychothérapie institutionnelle

Le champ de la psychiatrie constitue l’un des espaces les plus importants de

contestation institutionnelle durant les années 1960-1970. Dans plusieurs pays européens, des psychiatres, psychologues et travailleurs sociaux remettent en cause l'organisation traditionnelle des institutions psychiatriques. Les mouvements d'anti-psychiatrie développés notamment au Royaume-Uni et en Italie dénoncent les effets d'exclusion, de stigmatisation et de contrôle produits par les hôpitaux psychiatriques.
En France, la psychothérapie institutionnelle joue un rôle majeur dans cette critique. Autour de Jean Oury et Félix Guattari, la clinique de La Borde devient un laboratoire d'expérimentation sociale et thérapeutique. L'institution est pensée non comme un simple cadre de soin mais comme un espace collectif devant être transformé afin de permettre l'expression de la subjectivité des patients. La participation aux décisions, la remise en cause des hiérarchies traditionnelles et la critique de l'enfermement deviennent des principes centraux. Cette approche influence durablement les réflexions sur les institutions sociales bien au-delà du seul champ psychiatrique. Elle contribue à diffuser l'idée selon laquelle les structures organisationnelles elles-mêmes peuvent produire des formes de domination et doivent donc faire l'objet d'une critique permanente.

Joseph Wresinski, ATD Quart Monde et la critique de l'assistance

Parallèlement à ces mouvements, de nouvelles réflexions émergent autour de la pauvreté et de la participation des personnes concernées. Joseph Wresinski occupe à cet égard une place importante dans l'histoire du travail social critique européen. Fondateur du mouvement ATD Quart Monde, il critique les approches assistancielles qui réduisent les personnes en situation de pauvreté à des bénéficiaires passifs de l'aide sociale. Il affirme que les personnes les plus pauvres doivent être reconnues comme des acteurs à part entière et participer directement à l'élaboration des politiques qui les concernent. Cette perspective contribue à renouveler les débats sur la citoyenneté, les droits sociaux et la participation des personnes concernées ; elle influence notamment les réflexions qui accompagnent la création du revenu minimum d'insertion en 1988. Elle annonce également les futures réflexions sur le pouvoir d'agir (*empowerment*) et la participation des usagers dans les institutions sociales.

Circulations internationales et influences latino-américaines

La politisation du travail social européen ne peut être comprise sans prendre en compte les circulations internationales qui caractérisent cette période. Les échanges entre militants, universitaires, travailleurs sociaux et pédagogues favorisent la diffusion rapide de nouvelles idées et de nouvelles pratiques. L'influence de Paulo Freire est particulièrement importante. Ses méthodes de conscientisation reposent sur l'idée que

les populations dominées doivent développer une compréhension critique de leur situation afin de devenir actrices de leur propre émancipation. Ses travaux inspirent de nombreuses expériences d'éducation populaire et de travail communautaire dans plusieurs pays européens. Parallèlement, l'arrivée de militants, psychologues, travailleurs sociaux et universitaires exilés après les dictatures chilienne, argentine ou uruguayenne contribue à enrichir les débats européens. Ces exilés diffusent des analyses critiques des institutions, des méthodes participatives et des réflexions sur les rapports entre domination politique et exclusion sociale. Le travail social européen s'inscrit donc dans un espace transnational de circulation des savoirs critiques.

Les limites de la radicalité

Malgré son importance, la politisation du travail social demeure partielle. La majorité des institutions sociales continue de fonctionner selon des logiques administratives relativement classiques. Les expériences radicales restent souvent localisées et dépendent fortement de contextes militants particuliers. Par ailleurs, plusieurs tensions apparaissent rapidement. Certains professionnels cherchent à maintenir une articulation entre engagement politique et intervention sociale, tandis que d'autres craignent que la politisation ne compromette la reconnaissance professionnelle du travail social. La question de l'autonomie professionnelle devient dès lors un enjeu central. Ces débats annoncent les recompositions qui marqueront les décennies suivantes. À partir des années 1980, la montée du néolibéralisme, la transformation des États-providence et les nouvelles logiques de gestion publique vont profondément modifier les conditions d'exercice du travail social européen.

Les expériences européennes du travail social radical

Si les années 1960 et 1970 constituent un moment majeur de politisation du travail social européen, les formes prises par cette radicalisation varient fortement selon les contextes nationaux. Les traditions politiques, les régimes de protection sociale, les héritages historiques et les configurations institutionnelles influencent profondément les manières dont les critiques du travail social se développent. Contrairement à certaines expériences latino-américaines marquées par des contextes de pauvreté extrême ou de régimes autoritaires, le travail social radical européen se construit souvent à l'intérieur même des institutions publiques des démocraties occidentales. Cette situation produit une tension particulière entre intégration institutionnelle, critique des dispositifs de contrôle et volonté de transformation sociale. Dans ce cadre, plusieurs traditions

critiques coexistent. Le travail social radical britannique s'inscrit davantage dans les héritages marxistes, féministes et antiracistes. L'Allemagne développe une approche plus influencée par la théorie critique et la réflexion sur les institutions. L'Italie construit sa radicalité autour de la psychiatrie démocratique et de la désinstitutionnalisation. Les pays nordiques interrogent les limites de l'État-providence universaliste. L'Espagne, le Portugal et plusieurs pays d'Europe centrale articulent quant à eux travail social, démocratisation et reconstruction de la société civile. Quant à la France, elle occupe une position intermédiaire dans ce paysage. Les critiques du travail social concernent le rôle des dispositifs sociaux dans la production des normes et le contrôle des populations.

Toutefois, à la différence du radical social work britannique ou des expériences italiennes de désinstitutionnalisation, la contestation française demeure souvent plus dispersée et davantage inscrite dans des débats intellectuels et institutionnels que dans un mouvement structuré de travail social radical. Malgré leurs différences, ces expériences interrogent toutes les rapports entre institutions sociales, pouvoir et transformation sociale.

La France : critique institutionnelle et ambiguïtés du travail social d'État

La France occupe une position singulière dans l'histoire du travail social critique européen. Les approches critiques françaises se construisent largement autour d'une réflexion sur les institutions, les mécanismes de pouvoir et les processus de normalisation sociale. Cette orientation s'explique en partie par la place centrale qu'occupe l'État dans la construction historique des politiques sociales françaises. Depuis la fin du XIX^{e} siècle, puis avec le développement de l'État-providence après la Seconde Guerre mondiale, le travail social se déploie principalement dans le cadre d'institutions publiques ou para-publiques chargées d'assurer la protection sociale, la protection de l'enfance, l'action éducative ou l'insertion des populations vulnérables. Dès lors, la critique porte moins sur l'absence d'intervention publique que sur les formes concrètes de son exercice.

Les années 1960 et 1970 constituent un moment décisif de cette réflexion critique. Dans le contexte des mobilisations de Mai 1968, de nombreux professionnels, chercheurs et militants remettent en question la prétendue neutralité des institutions sociales. Dans le contexte des mobilisations de Mai 1968, de nombreux professionnels, chercheurs et militants remettent en question la neutralité des institutions sociales. Les

analyses de Michel Foucault, Pierre Bourdieu et Jacques Donzelot alimentent cette critique en mettant en lumière les rapports entre savoir, pouvoir, reproduction sociale et gouvernement des populations.

Plusieurs expériences professionnelles incarnent cette dynamique critique. La prévention spécialisée développe des formes d'intervention fondées sur la présence dans les quartiers populaires, la libre adhésion et le travail de rue. Dans le champ psychiatrique, la psychothérapie institutionnelle, portée notamment par Jean Oury et Félix Guattari, remet en cause les logiques asilaires traditionnelles et défend une transformation démocratique des institutions de soin. Parallèlement, les mouvements d'éducation populaire, les initiatives de développement social local et les expérimentations communautaires cherchent à renforcer la participation des habitants et leur capacité d'action collective.

Cette période voit également émerger d'importants débats sur les fonctions sociales du travail social lui-même. La publication de *Le Travail social* par Jeannine Verdès-Leroux en 1978 constitue à cet égard un moment particulièrement significatif. S'appuyant sur une analyse sociologique des professions sociales, l'autrice soutient que le travail social participe largement à la régulation des classes populaires et à la diffusion des normes dominantes. Cette thèse suscite de vives controverses dans les milieux professionnels et universitaires. De nombreux travailleurs sociaux lui reprochent de réduire leur activité à une fonction de contrôle et de négliger les dimensions d'aide, de solidarité et d'engagement présentes dans les pratiques quotidiennes. D'autres considèrent au contraire que son analyse permet de mettre au jour des mécanismes de domination souvent invisibles et de questionner les effets politiques des interventions sociales.

Au-delà de ces débats, la controverse Verdès-Leroux illustre l'une des caractéristiques majeures du travail social critique français : la difficulté à penser simultanément les dimensions de protection et de contrôle qui traversent les institutions sociales. Cette tension sera prolongée par les travaux ultérieurs de Robert Castel sur les transformations de la question sociale, puis par ceux de Michel Chauvière sur les évolutions de l'action publique et la montée des logiques gestionnaires. Cependant, la critique française ne se constitue pas véritablement en courant unifié. Elle prend plutôt la forme d'un ensemble de débats intellectuels, professionnels et politiques portant sur les rapports entre assistance, normalisation, citoyenneté et émancipation. Cette diversité explique à la fois sa richesse théorique et son caractère parfois dispersé. Malgré cette hétérogénéité, elle contribue durablement à faire du travail social un objet central de réflexion sur les relations entre institutions, pouvoir et démocratie.

Le Royaume-Uni : berceau du Radical Social Work

Le Royaume-Uni occupe une place centrale dans la formalisation théorique du travail social radical. Dans les années 1970, le courant du *Radical Social Work* se développe dans un contexte marqué par les luttes ouvrières, les mobilisations féministes, les revendications antiracistes et les critiques de l'État-providence britannique. La publication de *Radical Social Work* en 1977, sous la direction de Roy Bailey et Mike Brake, constitue un moment fondateur. Les auteurs affirment que le travail social ne peut être compris indépendamment des rapports de classe qui structurent la société capitaliste. Selon cette perspective, le travail social participe à la reproduction des inégalités lorsqu'il se limite à des fonctions de gestion sociale ou d'adaptation des populations aux exigences du système économique. Les auteurs radicaux soulignent la dimension politique du travail social et sa participation aux rapports sociaux existants. Ils insistent au contraire sur sa dimension politique et sur la nécessité d'agir contre les mécanismes structurels produisant la pauvreté et l'exclusion.

Le mouvement britannique s'appuie largement sur les traditions marxistes, mais il intègre également les apports des mouvements féministes et antiracistes qui dénoncent les discriminations liées au genre, à l'origine ethnique ou à la race sociale. Dans les quartiers populaires, le développement du *community work* favorise l'émergence de formes d'intervention collective centrées sur le logement, les droits sociaux, les conditions de vie et l'organisation politique des habitants. Dans cette perspective, le travail social devient un espace de soutien aux mobilisations collectives plutôt qu'un simple dispositif de gestion des difficultés individuelles. À partir des années 1980, les politiques néolibérales menées par Margaret Thatcher transforment profondément le secteur social. Les logiques d'évaluation, de contractualisation et de responsabilisation individuelle se renforcent. Malgré ces transformations, l'héritage du *Radical Social Work* demeure particulièrement influent dans les approches critiques contemporaines, notamment à travers les perspectives anti-oppressives et intersectionnelles développées dans le monde anglophone.

L'Italie : psychiatrie démocratique et désinstitutionnalisation

L'Italie constitue l'un des exemples les plus marquants de transformation radicale des institutions sociales en Europe. La critique italienne se développe principalement dans le champ psychiatrique à travers le mouvement de psychiatrie démocratique porté par Franco Basaglia. À partir des années 1960, Basaglia remet en cause l'organisation traditionnelle des hôpitaux psychiatriques. Ceux-ci sont analysés comme des

institutions produisant l'exclusion, la marginalisation et la dépossession des personnes plutôt que leur guérison. La maladie mentale n'est plus pensée uniquement comme une réalité médicale individuelle mais comme un phénomène profondément lié aux conditions sociales, politiques et institutionnelles. Dans cette perspective, les institutions psychiatriques participent à la construction de la marginalité qu'elles prétendent traiter. Cette critique conduit à plusieurs expérimentations majeures, notamment à Trieste où sont développées des formes de psychiatrie ouverte fondées sur la participation des patients, la remise en cause des hiérarchies professionnelles et la création de structures communautaires alternatives. L'objectif n'est pas seulement de transformer les pratiques thérapeutiques mais de repenser les rapports entre soin, citoyenneté et droits fondamentaux. Cette dynamique aboutit à l'adoption de la loi 180 en 1978, souvent appelée « loi Basaglia », qui engage la fermeture progressive des asiles psychiatriques italiens.

Cette réforme constitue un événement majeur dans l'histoire européenne des politiques sociales et de santé mentale. Le travail social italien se trouve profondément recomposé autour de la désinstitutionnalisation, du travail communautaire et de l'accompagnement des personnes dans leur environnement de vie. Les coopératives sociales jouent également un rôle important dans cette transformation. Elles permettent l'insertion professionnelle et sociale des personnes anciennement hospitalisées tout en développant de nouvelles formes d'économie sociale et solidaire. L'expérience italienne demeure aujourd'hui l'une des références majeures des réflexions critiques sur les institutions sociales.

L'Allemagne : théorie critique, mémoire du nazisme et démocratisation sociale

En Allemagne, le développement du travail social critique est fortement influencé par la mémoire du nazisme et par une réflexion approfondie sur le rôle des institutions dans les mécanismes de domination. Après 1945, les professions sociales sont confrontées à une question fondamentale : comment certaines institutions d'aide ont-elles pu participer aux politiques autoritaires, eugénistes et discriminatoires du régime nazi ? Cette interrogation nourrit une méfiance durable à l'égard des formes autoritaires d'intervention sociale et favorise l'émergence d'une réflexion critique sur le pouvoir institutionnel.

Dans les années 1960 et 1970, le mouvement étudiant allemand et les théories critiques de l'École de Francfort exercent une influence considérable sur les débats professionnels. Les travaux de Theodor Adorno, Herbert Marcuse et Jürgen Habermas contribuent à développer une critique de la rationalité technocratique, de l'autoritarisme institutionnel et des mécanismes de reproduction sociale. Le travail social critique

allemand met particulièrement l'accent sur l'émancipation démocratique, la participation citoyenne, l'éducation politique et l'autonomie des personnes accompagnées.

La tradition de la *Sozialpädagogik* (pédagogie sociale) occupe une place importante dans cette perspective. Elle considère que les difficultés individuelles ne peuvent être séparées des contextes sociaux dans lesquels elles prennent forme. L'intervention sociale doit donc agir simultanément sur les personnes et sur leur environnement social. Dans plusieurs villes allemandes, les *Jugendzentren* autogérés deviennent des lieux d'expérimentation démocratique associant action sociale, culture et participation citoyenne. Le travail social y est conçu moins comme une activité de gestion administrative que comme un espace de démocratisation de la société civile. Cette tradition demeure aujourd'hui encore l'une des principales références du travail social critique européen.

Les pays nordiques : universalité sociale et tensions critiques

Les pays nordiques occupent une position particulière dans l'histoire du travail social européen. La Suède, le Danemark, la Norvège et la Finlande développent au cours du XX^{e} siècle des États-providence particulièrement étendus fondés sur la redistribution sociale, les services publics universels et une conception large des droits sociaux. Dans ce contexte, le travail social se construit moins autour de la charité ou de l'assistance que comme une composante d'un système universel de protection sociale. Cette situation modifie profondément les formes de critique qui émergent dans ces pays. Contrairement aux contextes où la contestation porte principalement sur l'insuffisance de la protection sociale, les débats nordiques se concentrent davantage sur les risques de bureaucratisation, de technicisation et de normalisation produits par l'État social lui-même. Dès les années 1970, plusieurs chercheurs et professionnels dénoncent les effets potentiellement paternalistes des institutions publiques. Le travail social critique nordique développe une réflexion approfondie sur la participation des usagers, le pouvoir institutionnel et les limites de l'intervention étatique.

Les approches féministes jouent également un rôle majeur dans ces débats. Elles interrogent les politiques familiales, la reconnaissance du travail reproductif, les violences faites aux femmes et les mécanismes de reproduction des inégalités de genre. À partir des années 1990, les réformes inspirées du New Public Management introduisent de nouvelles tensions autour de la privatisation des services sociaux, de l'évaluation de la performance et de la contractualisation des interventions. Les pays nordiques deviennent un laboratoire privilégié des débats contemporains sur les

rapports entre universalité des droits, efficacité administrative et participation démocratique.

Espagne et Portugal : transition démocratique et intervention communautaire

L'Espagne et le Portugal occupent une place particulière dans l'histoire du travail social européen en raison de leurs trajectoires marquées par la sortie relativement tardive de régimes autoritaires. Jusqu'aux années 1970, le franquisme en Espagne et le salazarisme au Portugal encadrent fortement les formes d'intervention sociale, largement dominées par les institutions caritatives, l'Église catholique et des logiques paternalistes de contrôle moral. Dans ces contextes, le travail social est longtemps conçu comme un instrument de régulation sociale davantage que comme un levier d'émancipation collective. Les populations pauvres sont principalement appréhendées sous l'angle de l'assistance et de la moralisation, tandis que les formes d'organisation autonome de la société civile demeurent limitées par les contraintes politiques imposées par les régimes autoritaires.

Les transitions démocratiques amorcées au milieu des années 1970 ouvrent cependant une période de transformation profonde du champ social. En Espagne, la mort de Franco en 1975 favorise l'émergence d'une société civile particulièrement dynamique. Au Portugal, la Révolution des Œillets de 1974 marque également une rupture majeure et crée les conditions d'un renouvellement des politiques sociales. Dans les deux pays, les travailleurs sociaux participent activement aux processus de démocratisation. Ils s'impliquent dans les mobilisations urbaines, les luttes pour l'accès au logement, les mouvements de quartier, les revendications syndicales et les initiatives d'éducation populaire.

L'intervention communautaire devient un outil central de reconstruction démocratique. Dans les quartiers populaires marqués par la pauvreté, le chômage et l'absence d'équipements collectifs, les professionnels contribuent à développer des formes d'action collective favorisant l'organisation des habitants et leur participation aux décisions publiques. Les influences latino-américaines jouent un rôle particulièrement important dans cette évolution. Les travaux de Paulo Freire, les pédagogies critiques et les méthodes de conscientisation inspirent de nombreux acteurs sociaux qui cherchent à dépasser les approches assistancielles traditionnelles. L'objectif n'est plus seulement d'apporter des réponses aux difficultés sociales mais de permettre aux populations concernées de devenir actrices de leur propre transformation sociale. Le travail social

ibérique développe une articulation originale entre démocratie locale, participation citoyenne, développement communautaire et justice sociale.Cette orientation continue aujourd'hui d'influencer les pratiques professionnelles dans plusieurs régions espagnoles et portugaises, notamment dans les domaines de l'intervention territoriale, de l'économie sociale et des démarches participatives.

Pologne et Europe centrale : entre contrôle étatique et solidarités autonomes

L'histoire du travail social en Europe centrale et orientale diffère sensiblement de celle observée en Europe occidentale. Dans des pays comme la Pologne, le développement du travail social est profondément marqué par l'expérience des régimes communistes puis par les transitions post-socialistes engagées à partir de 1989.

Sous le régime communiste, l'intervention sociale s'inscrit principalement dans un cadre administratif fortement centralisé. Les questions sociales sont largement prises en charge par l'État, qui tend à considérer les difficultés individuelles comme des problèmes relevant de la planification publique plutôt que de dynamiques sociales autonomes. Cette organisation limite le développement d'un secteur associatif indépendant et réduit les espaces de participation citoyenne dans le champ social. Parallèlement, des formes de solidarité autonomes se développent néanmoins en marge des institutions officielles. En Pologne, l'Église catholique joue un rôle majeur dans l'organisation de réseaux d'entraide et de soutien aux populations. Le mouvement Solidarność participe également à la structuration de pratiques collectives fondées sur l'autonomie, la solidarité ouvrière et la résistance au pouvoir central. Ces expériences constituent des références importantes pour les futurs développements du travail social communautaire dans la région.

La tradition polonaise de pédagogie sociale, développée notamment par Helena Radlińska, joue également un rôle déterminant. Cette approche articule éducation, action sociale et transformation des environnements de vie. Elle considère que les difficultés rencontrées par les individus doivent être analysées à partir de leur contexte social, culturel et territorial. Cette perspective confère au travail social polonais une forte dimension éducative et communautaire, proche par certains aspects de la tradition allemande de la *Sozialpädagogik*. Après la chute du communisme en 1989, le secteur social connaît une profonde recomposition. La transition vers l'économie de marché entraîne une augmentation rapide du chômage, de la précarité et des inégalités sociales. Les politiques sociales sont progressivement restructurées sous l'influence des

modèles occidentaux et des institutions européennes. Les formations universitaires se développent, les collectivités territoriales acquièrent de nouvelles responsabilités et le travail social se professionnalise davantage. Cependant, cette évolution s'accompagne souvent de tensions entre les logiques institutionnelles importées d'Europe occidentale et les traditions locales de solidarité communautaire. Dans plusieurs pays d'Europe centrale, l'expérience historique du contrôle administratif des populations continue à nourrir une certaine méfiance à l'égard des institutions publiques. Cette mémoire du contrôle coexiste avec une mémoire de la résistance, qui valorise les formes d'entraide locale, l'auto-organisation et les initiatives citoyennes.

Le travail social contemporain dans ces pays se construit à l'intersection de plusieurs héritages : professionnalisation occidentale, traditions communautaires locales et mémoire des expériences autoritaires du XX^{e} siècle.

Comparaison des trajectoires européennes : convergences et spécificités

L'examen des différentes expériences européennes met en évidence l'existence de plusieurs modèles de radicalisation du travail social. Dans les pays d'Europe occidentale, et particulièrement au Royaume-Uni, en France, en Italie et en Allemagne, les approches critiques émergent principalement à travers la contestation des institutions existantes et la remise en cause de la neutralité professionnelle. La critique porte sur les mécanismes de domination, les fonctions de contrôle social des institutions et les rapports entre savoir, pouvoir et intervention sociale.

Dans le monde anglo-saxon, l'influence du marxisme, des mouvements féministes et des luttes antiracistes favorise le développement d'approches explicitement militantes centrées sur les inégalités structurelles.

En Allemagne, la théorie critique et la pédagogie sociale orientent davantage les débats vers les questions de démocratie, de participation et d'émancipation citoyenne. L'Italie développe une forme particulière de radicalité centrée sur la critique institutionnelle et la désinstitutionnalisation, notamment dans le champ psychiatrique. Les pays nordiques présentent une configuration différente. Le développement précoce d'États-providence universalistes limite les formes de radicalisation fondées sur la dénonciation de l'absence de protection sociale. Les critiques se concentrent davantage sur les effets de bureaucratisation, de normalisation et de technicisation produits par les institutions publiques elles-mêmes. À l'inverse, dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale, les formes de radicalité se construisent davantage autour des expériences de résistance

aux régimes autoritaires, de solidarité communautaire et de reconstruction démocratique. L'histoire du travail social y est marquée par une tension particulière entre contrôle étatique et autonomie collective.

Malgré ces différences, plusieurs éléments communs apparaissent à l'échelle européenne. Toutes soulignent l'importance des rapports de pouvoir qui traversent les institutions sociales et la nécessité d'associer les populations concernées aux processus de décision et de transformation sociale. Malgré la diversité de leurs ancrages nationaux et théoriques, les différentes formes de travail social radical développées en Europe ont contribué à dévoiler la dimension politique des pratiques d'intervention sociale et à questionner le rôle des institutions dans la production et la gestion des inégalités. À partir des années 1980, cette question se reconfigure dans un contexte marqué par la montée du néolibéralisme, la transformation des États-providence et l'introduction de nouvelles logiques de gestion publique, qui modifient profondément les cadres d'action et les finalités du travail social.

Le tournant néolibéral et les recompositions contemporaines

À partir des années 1980, le travail social européen entre dans une nouvelle phase de son histoire. Les transformations économiques liées à la mondialisation, les politiques de dérégulation des marchés et la recomposition des États-providence modifient profondément les conditions d'exercice de l'intervention sociale. Le néolibéralisme ne se réduit pas à une simple réduction des dépenses publiques. Il constitue également une nouvelle rationalité politique qui tend à redéfinir les rapports entre l'État, les institutions et les individus. Comme l'ont montré plusieurs auteurs inspirés notamment des travaux de Michel Foucault, cette rationalité repose sur la promotion de l'autonomie individuelle, de la responsabilité personnelle et de la concurrence comme principes d'organisation sociale.

Le travail social n'échappe pas à cette évolution. Dans de nombreux pays européens, les professionnels sont progressivement intégrés à des dispositifs de gestion des publics fondés sur des objectifs quantifiables, des indicateurs de performance et des procédures standardisées. Cette transformation ne signifie pas la disparition des missions de solidarité, mais elle modifie profondément les conditions dans lesquelles elles sont exercées.

La montée du New Public Management

Le *New Public Management* introduit dans les services sociaux des modes de gestion inspirés du secteur privé. Les institutions sont incitées à développer des objectifs mesurables, des indicateurs de performance, des procédures d'évaluation standardisées, des mécanismes de contractualisation et une culture du résultat.

Dans ce contexte, les travailleurs sociaux consacrent une part croissante de leur activité à la production de dossiers, de rapports, de statistiques et d'évaluations administratives. De nombreux auteurs soulignent le risque d'une bureaucratisation accrue des pratiques professionnelles. L'accompagnement tend parfois à être fragmenté en une succession d'objectifs techniques au détriment de la relation éducative, du travail collectif et de l'analyse des déterminants sociaux des situations rencontrées. Plusieurs chercheurs évoquent une forme de « managérialisation » du travail social qui transforme progressivement les professionnels en gestionnaires de parcours ou en administrateurs de dispositifs. Cette évolution alimente de nombreuses critiques au sein des professions sociales européennes.

Individualisation des problèmes sociaux et activation des publics

Parallèlement, les politiques sociales évoluent vers des logiques dites d'« activation ». Les dispositifs d'aide sont de plus en plus conditionnés à des démarches d'insertion, de recherche d'emploi, de formation ou de contractualisation des parcours. Cette orientation repose sur l'idée que les individus doivent devenir les principaux acteurs de leur intégration sociale et professionnelle. Si ces politiques peuvent favoriser l'accès à certains droits ou à certaines ressources, elles suscitent également de nombreuses critiques. Plusieurs auteurs considèrent qu'elles tendent à individualiser les problèmes sociaux en mettant l'accent sur les comportements des personnes plutôt que sur les mécanismes structurels produisant les inégalités.

Le chômage, la précarité, les discriminations ou les difficultés d'accès au logement peuvent s'interpréter comme des déficits individuels de compétences, de motivation ou d'adaptation. Cette évolution ravive les débats sur les finalités du travail social et sur sa capacité à agir face aux mécanismes structurels de l'exclusion. Cette interrogation traverse l'ensemble des débats contemporains sur les politiques sociales européennes.

La transformation de la relation d'aide

Les transformations néolibérales ne modifient pas uniquement l'organisation des institutions sociales ; elles affectent également le cœur même de la relation d'aide. Historiquement, le travail social s'est construit autour d'une temporalité relativement longue permettant l'établissement d'une relation de confiance, l'analyse des situations dans leur complexité et l'accompagnement des trajectoires individuelles et collectives. L'intervention reposait sur une certaine autonomie professionnelle laissant aux travailleurs sociaux une marge d'appréciation dans l'évaluation des besoins et dans la définition des réponses apportées. L'introduction progressive des logiques gestionnaires tend cependant à transformer cette conception de l'accompagnement. Les pratiques professionnelles sont de plus en plus encadrées par des procédures standardisées, des référentiels d'intervention, des objectifs mesurables et des contraintes administratives croissantes. Les travailleurs sociaux doivent rendre compte de leur activité à travers des indicateurs de performance, des tableaux de bord et des dispositifs d'évaluation qui privilégient souvent les résultats immédiats et quantifiables.

Plusieurs auteurs soulignent que cette évolution favorise une forme de technicisation de la relation d'aide. Les personnes accompagnées sont appréhendées à travers des catégories administratives ou des dispositifs sectoriels plutôt que dans la globalité de leur situation sociale. L'intervention tend à se fragmenter entre différentes institutions spécialisées, rendant plus difficile la prise en compte des dimensions structurelles des difficultés rencontrées. Cette évolution nourrit un débat important au sein des professions sociales européennes. Pour certains, les exigences d'évaluation permettent une meilleure transparence des politiques publiques et une utilisation plus efficace des ressources collectives. Pour d'autres, elles contribuent à affaiblir les dimensions relationnelles, éducatives et émancipatrices du travail social en réduisant progressivement les espaces de réflexion critique et d'innovation professionnelle.

La transformation de la relation d'aide apparaît ainsi comme l'une des conséquences majeures du tournant néolibéral. Elle réactive sous des formes nouvelles une interrogation ancienne : le travail social doit-il être pensé comme une activité de gestion des publics ou comme une pratique de soutien à l'autonomie et à la participation citoyenne ?

Migrations, frontières et nouvelles formes de contrôle

Les transformations migratoires des années 1980 à nos jours modifient également profondément le travail social européen. Les travailleurs sociaux interviennent de plus en plus dans des dispositifs liés à l'accueil des demandeurs d'asile, à l'hébergement d'urgence, à l'accompagnement des personnes sans titre de séjour ou à l'intégration des populations migrantes. Cette situation place fréquemment les professionnels au croisement de logiques contradictoires. D'un côté, ils sont porteurs de missions d'accompagnement, de protection et d'accès aux droits. De l'autre, ils interviennent dans des dispositifs parfois étroitement liés aux politiques migratoires et aux mécanismes de contrôle administratif. Cette tension nourrit le développement de nouveaux questionnements critiques autour : des frontières de la citoyenneté, du droit à la mobilité, de l'accès aux droits sociaux, des discriminations institutionnelles et des mécanismes de surveillance administrative. Dans plusieurs pays européens, des collectifs de travailleurs sociaux s'engagent dans la défense des droits des personnes migrantes et dénoncent les effets sociaux des politiques restrictives.

Les nouvelles références critiques

Face à ces transformations, de nouveaux courants critiques émergent à partir des années 1980 et connaissent un développement important depuis les années 2000.

- *Les approches anti-oppressives.* Développées notamment dans les pays anglophones, les approches anti-oppressives analysent les situations sociales à partir des mécanismes de domination qui traversent les sociétés contemporaines. Elles s'intéressent aux effets combinés : des inégalités de classe, du racisme, du sexisme, de l'homophobie, du validisme et des discriminations institutionnelles. Le travail social est conçu comme une pratique visant à réduire les rapports de domination plutôt qu'à favoriser uniquement l'adaptation individuelle.

- *Les approches intersectionnelles.* Inspirées des travaux féministes et antiracistes, les approches intersectionnelles mettent en évidence l'imbrication des différents systèmes d'oppression. Les expériences vécues par les personnes ne peuvent être comprises à partir d'une seule catégorie sociale. Les rapports de classe, de genre, de race, d'âge ou de handicap interagissent et produisent des formes spécifiques d'inégalités.

- *Les approches décoloniales.* Les perspectives décoloniales interrogent les héritages coloniaux présents dans les institutions sociales, les savoirs professionnels et les politiques publiques. Elles questionnent les représentations

dominantes de la pauvreté, de l'altérité et du développement social. Ces approches invitent également à reconnaître la pluralité des savoirs et des expériences produites par les groupes historiquement marginalisés.

- *L'écologie sociale et la justice environnementale.* Depuis les années 2000, les préoccupations écologiques prennent une place croissante dans les débats professionnels. Les conséquences sociales du changement climatique, les inégalités environnementales et les effets des crises écologiques conduisent certains auteurs à développer des perspectives articulant justice sociale et justice environnementale. Dès lors, le travail social est invité à prendre en compte les liens entre vulnérabilités sociales et vulnérabilités écologiques.

Les résistances professionnelles contemporaines

Face aux logiques gestionnaires, de nombreuses formes de résistance continuent de se développer dans le champ social européen. Ces résistances prennent des formes diverses : développement de pratiques communautaires, renouveau de l'éducation populaire, participation des personnes concernées, recherche-action participative, mobilisation syndicale, défense des droits fondamentaux, expérimentations locales de démocratie participative. Dans plusieurs pays, des travailleurs sociaux revendiquent un retour à une conception politique de leur métier. Ils cherchent à réintroduire l'analyse des inégalités structurelles dans les pratiques professionnelles et à renforcer la capacité d'agir collective des personnes accompagnées. Cette dynamique témoigne de la persistance des héritages du travail social radical malgré les transformations institutionnelles contemporaines.

La France : recompositions de l'État social et nouvelles tensions du travail social

Les transformations observées à l'échelle européenne prennent en France des formes particulières liées à l'histoire de l'État social, à la centralisation administrative et à la place importante occupée par les collectivités territoriales dans la mise en œuvre des politiques sociales. À partir des années 1980, les réformes successives de l'action publique introduisent progressivement des logiques de rationalisation budgétaire, d'évaluation et de contractualisation inspirées du New Public Management. La décentralisation engagée à partir de 1982 modifie profondément l'organisation du secteur social en transférant de nombreuses compétences aux départements et aux collectivités locales. Cette évolution favorise l'adaptation des politiques aux réalités territoriales mais contribue également à une fragmentation croissante des dispositifs et à des inégalités de traitement entre territoires.

Prallèlement, les politiques sociales s'orientent davantage vers l'insertion et l'activation des publics. La création du revenu minimum d'insertion (RMI) en 1988, puis du revenu de solidarité active (RSA) en 2008, illustre cette évolution. L'accès aux droits sociaux s'accompagne de plus en plus fréquemment d'engagements réciproques, de parcours contractualisés et d'objectifs d'insertion professionnelle. Dans le même temps, les professionnels sont confrontés à une augmentation de la précarité sociale, à la diversification des publics accompagnés et à la multiplication des dispositifs spécialisés. Les problématiques liées au chômage de longue durée, à la précarisation du travail, aux migrations, à l'exclusion résidentielle ou aux discriminations occupent une place croissante dans les pratiques quotidiennes. Ces évolutions alimentent de nombreux débats au sein du champ professionnel. Plusieurs collectifs dénoncent la montée de la bureaucratisation, l'alourdissement des tâches administratives et la réduction des marges d'autonomie professionnelle. Les mouvements de contestation qui émergent régulièrement depuis les années 1990 expriment la crainte d'un éloignement progressif des missions éducatives, relationnelles et collectives au profit d'une logique de gestion des flux et des dispositifs.

Les analyses critiques développées par Michel Chauvière autour de la « chalandisation du social », par Robert Castel sur les processus de désaffiliation ou encore par Jacques Ion sur les mutations de l'engagement contribuent à nourrir ces réflexions. Elles mettent en évidence les effets sociaux des transformations de l'État social et les tensions croissantes entre solidarité, individualisation des responsabilités et contrôle administratif.

Dans ce contexte, les héritages du travail social critique demeurent particulièrement présents. Les pratiques de développement social local, les démarches de participation des personnes concernées, les recherches-actions participatives, les mobilisations en faveur des droits des personnes migrantes ou encore les expérimentations inspirées du pouvoir d'agir témoignent de la persistance de références émancipatrices au sein du travail social français contemporain. La France apparaît ainsi comme un espace particulièrement révélateur des tensions contemporaines entre gestion institutionnelle des risques sociaux, participation citoyenne et lutte contre les inégalités.

En guise de conclusion provisoire : vers une définition contemporaine du travail social radical

L'histoire du travail social radical en Europe ne se confond ni avec celle d'un courant

théorique unique ni avec celle d'un mouvement professionnel homogène. Elle se déploie au contraire à travers une pluralité d'expériences nationales, de traditions intellectuelles et de pratiques d'intervention qui ont en commun de questionner les rapports entre intervention sociale, pouvoir et transformation de la société. Des premières critiques de la charité et du paternalisme industriel aux mouvements de désinstitutionnalisation italiens, du *Radical Social Work* britannique aux approches critiques allemandes, des dynamiques communautaires ibériques aux réflexions contemporaines sur les discriminations, la participation et les droits sociaux, une même préoccupation traverse l'ensemble de ces expériences : comprendre les mécanismes sociaux qui produisent les inégalités et interroger la place du travail social dans leur reproduction ou leur remise en cause. Cette histoire met en évidence une tension permanente qui traverse le champ social depuis son origine. Le travail social participe à la protection des personnes, à l'accès aux droits et à la réduction de certaines formes de vulnérabilité. Mais il s'inscrit également dans des institutions traversées par des rapports de pouvoir, des logiques de normalisation et des dispositifs de régulation sociale. Les approches radicales ne cherchent pas à nier cette ambivalence ; elles invitent au contraire à la reconnaître afin d'en faire un objet permanent de réflexion critique.

Les transformations néolibérales engagées à partir des années 1980 ont renouvelé ces interrogations. La montée des logiques gestionnaires, l'individualisation des problèmes sociaux, le développement des politiques d'activation ou encore le renforcement des mécanismes d'évaluation ont profondément modifié les conditions d'exercice du travail social. Dans ce contexte, les analyses de Robert Castel, Loïc Wacquant, Michel Chauvière et de nombreux auteurs européens ont montré combien les questions de précarisation, de contrôle social et d'accès effectif aux droits demeurent centrales. Les travaux contemporains du travail social radical européen s'inscrivent dans cet héritage tout en l'élargissant. Ils intègrent désormais les apports des approches féministes, anti-oppressives, intersectionnelles, décoloniales et écologiques. Ils accordent une attention particulière aux savoirs expérientiels, à la participation des personnes concernées, aux dynamiques collectives et aux formes de démocratie sociale susceptibles de renforcer le pouvoir d'agir individuel et collectif. C'est dans cette perspective que s'inscrivent notamment les travaux de Marcel Jaeger, Laurent Ott, Anna Rurka ou Dominique Paturel. Leurs réflexions contribuent à renouveler la compréhension du travail social critique en mettant l'accent sur les pratiques collectives, la participation citoyenne, les processus de conscientisation et la transformation démocratique des institutions. Dans leur article de 2023 consacré au travail social radical, Anna Rurka et Dominique Paturel proposent une définition qui synthétise plusieurs décennies de débats européens. Pour elles, le travail social radical constitue une pratique professionnelle et politique visant à agir simultanément sur les situations individuelles et sur les structures sociales qui produisent les inégalités.

Il repose sur la conscientisation des mécanismes de domination, la co-construction des savoirs avec les personnes concernées, le développement du pouvoir d'agir collectif et la transformation démocratique des institutions. Elles insistent également sur la conscientisation des oppressions et exploitations subies par les travailleuses sociales ; elles soutiennent la nécessité d'élaborer des dispositifs réflexifs collectifs pour permettre les conditions sociales et matérielles de ces conscientisations.

Le travail social radical ne se réduit donc ni à une posture militante extérieure aux institutions ni à une simple expertise technique. Il se définit comme une pratique critique cherchant à articuler accompagnement, participation et transformation sociale. Son objectif n'est pas seulement de réduire les effets de la pauvreté, de l'exclusion ou des discriminations, mais également de questionner les mécanismes économiques, politiques et institutionnels qui les produisent. Ainsi, plus qu'un courant doctrinal stabilisé, le travail social radical apparaît comme une tradition critique en constante recomposition. Sa diversité constitue sans doute l'une de ses principales forces. Face aux défis contemporains - précarisation des existences, migrations, discriminations, crise démocratique et crise écologique - il continue d'alimenter une interrogation fondamentale sur les finalités du travail social et sur sa contribution possible à une société plus juste, plus démocratique et plus solidaire.

Bibliographie raisonnée

Cette bibliographie n'a pas vocation à l'exhaustivité mais vise plutôt à proposer quelques repères permettant d'approfondir les principales traditions qui ont contribué à son élaboration et à ses reformulations contemporaines. Le travail social radical ne constitue ni une école homogène ni une doctrine stabilisée. Il s'est développé dans le cadre d'un dialogue permanent entre plusieurs traditions nationales et intellectuelles. Le Royaume-Uni a vu émerger, au milieu des années 1970, le courant du *Radical Social Work*, qui analyse les pratiques professionnelles à partir des rapports sociaux et des transformations du capitalisme. En France, les travaux de Michel Foucault, Jacques Donzelot, Jeannine Verdès-Leroux, Robert Castel, Michel Chauvière ou Saul Karsz ont nourri une critique des institutions, des formes de contrôle social et des idéologies professionnelles. L'Italie, avec Franco Basaglia et le mouvement de psychiatrie démocratique, a contribué à renouveler les réflexions sur les institutions et leur transformation. Depuis une vingtaine d'années, ces héritages dialoguent avec d'autres perspectives : les approches du care, la clinique du travail, les théories de l'empowerment, les communs, les recherches participatives et les questions de justice environnementale. Loin de constituer une succession de paradigmes, ces différents apports prolongent et réactualisent une même tradition critique européenne. La présente bibliographie est organisée selon trois grandes séquences historiques, elles-

mêmes traversées par plusieurs conversations théoriques : le Radical Social Work britannique, la critique française des institutions et de la question sociale, l'expérience italienne de la psychiatrie démocratique, les approches du care et de la clinique du travail, ainsi que les perspectives contemporaines centrées sur les communs, la participation et les recherches participatives.

Les fondations du travail social radical (1960-1980)

Radical Social Work

- Bailey, Roy et Brake, Mike (dir.), *Radical Social Work*, Londres, Edward Arnold, 1975.

- Corrigan, Paul et Leonard, Peter, *Social Work Practice under Capitalism*, Londres, Macmillan, 1978.

Critique française des institutions

- Foucault, Michel, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.

- Donzelot, Jacques, *La police des familles*, Paris, Minuit, 1977.

- Verdès-Leroux, Jeannine, *Le travail social*, Paris, Minuit, 1978.

Psychiatrie démocratique et critique institutionnelle

- Bolzinger, André (1971) Compte rendu L'institution en négation. *Rapport sur l'hôpital psychiatrique de Gorizia*, sous la direction de Franco Basaglia, in Compte - Rendu, bulletin de psychologie, 24-290, pp 383-384

- Basaglia, Franco et Basaglia-Ongaro, Franca (1978) *La majorité déviante.*

*L'idéologie du contrôle social total.*Paris : 10/18.

- Guattari, Félix, *Psychanalyse et transversalité*, Paris, Maspero, 1972.
- Oury, Jean, *La clinique de La Borde*, Paris, Seuil, 1970.
- Castel, Robert, Castel, Françoise et Lovell, Anne, *La société psychiatrique avancée*, Paris, Grasset, 1979.2./

Recomposition critique face au néolibéralisme (1980-2010)

Question sociale et critique des institutions

- Autès, M. (1999) *Les paradoxes du travail social*, Paris, Dunod, 1999.
- Castel, R. (1995) *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat.* Paris : Fayard.
- Ion, Jacques, *Le travail social au singulier. La fin du travail social ? 2ème édition.* Paris : Dunod, 2006.
- Chauvière, Michel, *Le travail social dans l'action publique. Sociologie d'une qualification controversée.*Paris : Dunod, 2004.
- Chauvière, Michel, *Trop de gestion tue le social. Essai sur une discrète chalandisation.* Paris : La Découverte, 2007.
- Chopart, Jean-Noël (dir.), *Les mutations du travail social. Dynamiques d'un champ professionnel.* Paris : Dunod, 2000.
- Karsz, S. (2011) (dir.), *Pourquoi le travail social ? Définition, figures, clinique.* 2ème édition. Paris :Dunod.
- Rosanvallon, P. (1981) *La crise de l'État-providence.* Paris : Seuil.

Renouveau britannique

- Ferguson, I. (2008), *Reclaiming Social Work. Challenging Neo-liberalism and Promoting Social Justice.* Londres : Sage.

- Lavalette, Michael (2011) (dir.), *Radical Social Work Today : Social work at the crossroads.* Bristol : Policy Press.

Critique du néolibéralisme

- Boltanski, L., Chiapello, È. (1999) *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris : Gallimard.

- Wacquant, L. (2004) *Punir les pauvres. Le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale.* Marseille :Agone, 2004.

- Dardot, P., Laval, C. (2009) *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale.* Paris : La Découverte.

Clinique du travail, subjectivité et care

- Dejours, C. (1980) *Travail, usure mentale.* Paris : Bayard.

- Molinier, P. (2003) *L'énigme de la femme active. Egoïsme, sexe et compassion*. Paris : Payot

- Molinier, P., Laugier, S., Paperman, P. (2009) (dir.), *Qu'est-ce que le care ? Souci des autres, sensibilité, responsabilité.* Paris : Payot.

- Molinier, P. (2013) *Le travail du care.* Paris : La Dispute.

Réactivations contemporaines (depuis les années 2010)

Travail social radical et critique sociale

- Ferguson, I., Ioakimidis, V., Lavalette, M. (2023) *Politics, Social Work and Extreme Global Events.* Bristol : Policy Press.

- Dominelli, L., (2012) *Green Social Work. From Environmental Crises to Environmental Justice.* Cambridge, Polity Press.

- Dominelli, L. (2018) *The Routledge Handbook of Green Social Work.* Londres : Routledge.

- Paturel, D. (2021) Mouvement pour un Travail Social Radical, *Articulation(s)* n°1. En ligne : https://articulations.numerev.com/numeros/76-revue-1-vers-le-travail-social-radical

Participation, empowerment et démocratie

- Bacqué, M-H., Biewener, C. (2013) *L'empowerment, une pratique émancipatrice.* Paris : La Découverte.

- Bacqué, M-H., Mechmache, M. (2013), Pour une réforme radicale de la politique de la ville. çà ne se fera pas sans nous. Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires. *Rapport au Ministre délégué de la ville*.

- Bouquet, B ; Madelin, B., Nivolle, P. (2007) *Territoires et action sociale*. Paris : L'Harmattan.

- Parazelli, M., Bourbonnais, M. (2017) L'empowerment en travail social. Perspectives, enseignements, limites in *Sciences et actions sociales*, n°6, pp 23-52.

Communs et démocratie

- Nicolas-Le Strat, Pascal (2026) *Une démocratie éprouvée. Expérimentation, micropolitique, commun.* Paris : Grevis.

- Dardot, P., Laval, C. (2025) *Instituer les mondes : pour une cosmopolitique du commun.* Paris : La Découverte

Recherches participatives et travail social radical

- Paturel, D., Rurka, A (2020) Première mise en mots pour une radicalité en travail social , *Articulation(s)*, n°0.

- Paturel, D., (2014) *Recherche en travail social : les approches participatives.* Nîmes : champ social

- Rurka, A. (2020) *Radicalité du travail social face à la pandémie* , *Articulation(s)*, n° 0.

- Rurka, A, Paturel, D (2023) Travail social et démocratie : les enjeux d'hier et d'aujourd'hui du travail social radical. Quelle place pour les recherches participatives ? », *Connexions, n° 118*, p. 95-109.

- Tyson Mac Crea, K. (2012) Patterns of Discovery" in Participatory Action Research from the Insider's Perspective in Ruskus, J. *Social Work Experience and Methods:Insider's Perspectives.* Kaunas:Department social work.

Général

- Bouquet B. (2024) *Ethique et travail social. Une recherche du sens*. 3ème édition. Paris: Dunod

- Laville, J-L, Salmon, A. (2022) *Pour un travail social indiscipliné. Participation des*

citoyens et révolution des savoirs. Toulouse : éditions érès.